

Des monnaies locales et solidaires en faveur de la transition agricole et alimentaire

Par sa stimulation de l'économie d'un territoire délimité et le renforcement du lien entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire locale, la monnaie locale peut devenir un concept porteur de la transition agricole et alimentaire (TAA). Elle peut aussi entraîner un pas important vers une plus grande démocratie locale, car sa gestion est opérée démocratiquement par les différents acteurs du territoire (habitants, commerçants et associations, collectivités...). La gestion monétaire n'est alors plus seulement réservée aux experts des politiques monétaires, elle est le fruit d'une réflexion commune.

L'Elef, monnaie locale du bassin chambérien

La Doume, une monnaie locale pour penser autrement le système économique

Les Amis du Zeybu de la ville d'Eybens (France) et leur monnaie le « Zeybu Solidaire »

La Roue : une monnaie locale en région PACA

Définition

La monnaie locale est une monnaie complémentaire par rapport à la monnaie nationale. Elle est émise pour un territoire et des acteurs définis à l'échelle infranationale. Cette monnaie est gérée par une association avec le soutien d'un établissement financier (généralement « éthique »). La monnaie locale est indexée sur l'euro et est utilisable uniquement pour l'économie réelle, c'est-à-dire pour l'échange de certains biens et de certains services, sans possibilité d'épargne ou de dépôt sur un compte.

L'utilisation d'une monnaie à l'échelle locale est cadrée par une charte signée par ses adhérents. Cette dernière vise à orienter l'utilisation de la monnaie pour le développement de l'économie de proximité dans une démarche d'équité et de qualité. Cela permet de créer une dynamique économique vertueuse à l'échelle du territoire via le renforcement des liens entre acteurs, la création de circuits courts et le soutien à l'emploi local.

En favorisant des échanges économiques localisés, la monnaie locale permet d'augmenter la traçabilité des produits alimentaires, et participe ainsi à une relation de confiance entre producteurs, distributeurs et consommateurs. Cette transparence dans les échanges renforce le pouvoir des citoyens sur le choix de leur alimentation.

En cela la monnaie locale participe directement à la démocratie alimentaire dans un territoire donné. La monnaie locale est aussi un facteur de TAA ; accompagnée de sa charte, elle relocalise les échanges entre agriculteurs, transformateurs et consommateurs en proposant des produits de qualité. La charte d'une monnaie locale peut aussi intégrer la notion de respect de l'environnement. Les circuits alimentaires courts et de proximité, ainsi que les pratiques vertueuses pour l'environnement se retrouvent renforcés. Il existait en France 82 monnaies locales en 2021.

Objectifs et valeurs

Les monnaies locales sont construites sur des valeurs et des objectifs similaires à ceux de la transition agricole et alimentaire. Au cœur de leur charte, ces valeurs et objectifs promeuvent :

La reterritorialisation du système économique

...entraînant un développement des circuits alimentaires courts et de proximité

La création de liens d'échanges fondés sur la coopération, la complémentarité et la solidarité avec les plus fragiles

...source de synergie positive entre les agriculteurs, les transformateurs, les distributeurs, les consommateurs et les accompagnateurs.

Le renforcement de l'économie réelle et utile et le recul de la spéculation

...dont le système alimentaire durable et responsable est le socle (les échanges alimentaires étant le prérequis de tous les autres échanges)

Le respect de l'environnement et la promotion de la production de biens et de services durables et responsables

...par les pratiques agroécologiques pour la production agricole

La défense de conditions dignes de travail et d'une rémunération juste

...avec une redistribution juste de la richesse créée par la production agricole

Le renforcement de la démocratie et de la prise de décision éclairée des citoyens

...en renforçant la maîtrise des consommateurs sur leur alimentation et celle des agriculteurs sur leur production

Variantes et fonctionnalités

Charte

La charte est une composante indispensable de la mise en place d'une monnaie locale. Elle permet de cadrer l'usage de cette monnaie en définissant les valeurs et objectifs à respecter. Son écriture doit être discutée avec l'ensemble des acteurs qui vont participer aux échanges avec cette monnaie. Les débats peuvent tourner autour des conditions d'entrée dans le réseau pour des producteurs ou commerçants. Faut-il respecter stricto sensu les valeurs définies (exploitation bio par exemple) ? Ou l'engagement à cheminer vers les modes de production ou de commercialisation durable est-il suffisant ?

CADRE LEGISLATIF

Un cadre légal régit l'utilisation d'une monnaie locale, notamment par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire via la création d'articles spécifiques dans le Code monétaire et financier. La loi indique que les monnaies locales sont adossées à la devise nationale, à savoir à l'euro.

Évolution des pratiques des professionnels

Évolution des pratiques des professionnels
Plusieurs associations organisant des monnaies locales mettent en avant le processus de transition pour les acteurs locaux. Un objectif de la monnaie locale serait donc d'engager les professionnels "adhérents" à réfléchir sur leurs pratiques et proposer des pistes de transformation, collectivement ou individuellement. Il n'est donc pas nécessaire qu'un acteur respecte toutes les règles fixées, cependant il doit prendre l'engagement de progresser vers des pratiques vertueuses. L'association peut mettre en place un dispositif de suivi des engagements.

Un concept en réponse à différentes limites du système monétaire actuel

Les monnaies locales ne visent pas à se substituer à l'euro mais plutôt à compléter sa circulation. Émises sur la base d'une réserve équivalente en euros, elles ouvrent une voie supplémentaire pour ancrer la transition dans les territoires.

Limites du système monétaire conventionnel (monnaie nationale ou internationale)

Intraçabilité.

Une fois utilisée, la monnaie peut financer des projets agissant contre la transition écologique.

Spéculation ou thésaurisation.

Une partie de la monnaie n'est pas destinée à financer l'économie réelle.

Gestion technique et opaque.

La gestion de la monnaie est très technique, ce qui limite la participation citoyenne à sa gestion.

Délocalisation de l'économie.

La monnaie est facilement utilisée pour des échanges internationaux, potentiellement au détriment de l'économie locale et de l'environnement (transport long de denrées)

Apports de la monnaie locale

Transparence.

La monnaie locale ne peut circuler que sur un territoire précis auprès d'acteurs définis. Le citoyen a connaissance du circuit réalisé par l'argent dépensé.

Économie réelle.

La monnaie locale ne peut pas être déposée dans une banque, elle sert à l'économie réelle de biens et de services répondant aux critères définis par la charte.

Gestion participative.

Une monnaie locale est gérée démocratiquement par des citoyens du territoire ainsi que les entreprises et associations adhérentes

Reterritorialisation de l'économie.

La monnaie locale est un outil pour la territorialisation de l'économie et donc du système alimentaire.

Bénéfices et externalités positives pour le territoire



Création de dynamiques économiques



Maintien de filières locales et création d'emploi



Sensibilisation des consommateurs

Leviers et freins tirés de l'analyse des initiatives valorisées par RESOLIS

Difficultés et obstacles identifiés par les initiatives

- Des difficultés sont rencontrées pour convaincre les commerçants d'utiliser la monnaie locale. Cette utilisation est perçue comme une charge au niveau de la comptabilité. Certains logiciels de comptabilité ne permettent pas l'utilisation de deux monnaies distinctes. De plus, il est compliqué de trouver des fournisseurs qui acceptent la monnaie locale.
- La gestion associative de la monnaie nécessite un travail conséquent, souvent porté par des bénévoles. Ce travail peut être fastidieux et chronophage. Les associations manquent souvent de financement pour salarier une personne responsable de cette gestion.
- La conception et la production de la monnaie requiert des compétences techniques spécifiques.
- Des associations témoignent d'un manque de soutien communicationnel de la part de certaines collectivités locales.

Solutions et leviers d'action évoqués

- Communiquer autour du projet est une condition essentielle de réussite à partager entre les différents porteurs de l'initiative. Il faut avoir un discours clair et construit afin que les explications fournies aux acteurs, et notamment aux commerçants, puissent les convaincre de leur participation. Des formations peuvent être organisées avec des propositions de pratiques adaptées pour chaque acteur.
- Pour mettre en place et gérer la monnaie locale, le processus de concertation est crucial. En effet, de nombreux acteurs issus de différents milieux seront amenés à participer à ce projet d'économie territoriale. Ces acteurs doivent pouvoir y trouver leur compte, faire des retours d'expériences et proposer des solutions.
- La mise en place d'un logiciel adapté à la gestion de la monnaie locale permet de gagner beaucoup de temps et d'énergie pour les bénévoles et les salariés gestionnaires.
- Certaines associations souhaitent développer une règle d'autofinancement pour consolider les financements. Cela peut passer par l'augmentation des cotisations ou par la mise en place d'un petit taux d'échange de la monnaie locale vers l'euro.